

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois qu'il faut bien préciser, même si je croyais que c'était clair déjà, qu'au moment où nous sommes, les revenus des personnes âgées n'ont pas souffert la moindre réduction.

M. Deans: Vous avez dit que vous alliez les réduire.

Une voix: C'est prévu.

M. Mulroney: Le député dit que c'est prévu. Oui, c'est prévu pour le 1^{er} janvier prochain. D'ici là, les personnes âgées n'auront aucunement à souffrir de cela. Nous avons aussi précisé dans le document qui a été présenté que nous nous fixions en même temps pour obligation de continuer à suivre la situation de très près afin de pouvoir dès que possible aider davantage les citoyens âgés. C'est ce que nous faisons. Il me semble que nous sommes francs et de bonne foi à cet égard et j'espère que mon honorable ami en conviendra.

Des voix: Bravo!

M. Young: Monsieur le Président, les Canadiens âgés ont cru l'an dernier à la bonne foi du premier ministre, et voyez ce qui leur est arrivé depuis.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE VENIR RENCONTRER
DES PERSONNES ÂGÉES À HALIFAX

M. Neil Young (Beaches): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances, monsieur le Président. Si le gouvernement croit vraiment dans la consultation, j'entends être à Halifax, lundi, afin de m'entretenir avec des personnes âgées.

M. Hnatyshyn: Règlement!

M. Young: Le ministre des Finances y sera également, mais il rencontrera, pendant ce temps, des chefs d'entreprise. Je tiens à lui demander s'il croit pouvoir prendre cinq ou dix minutes de son temps précieux, afin de venir s'adresser aux personnes âgées que je rencontrerai à Halifax lundi et les écouter. Le ministre des Finances est-il d'accord pour faire cela?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député prétend que les personnes âgées ont voté pour notre parti et il se demande ce qui est arrivé ensuite. Ce qui est arrivé, c'est que 271,000 de leurs enfants et petits-enfants ont de nouveaux emplois depuis l'arrivée du gouvernement au pouvoir.

● (1430)

Des voix: Bravo!

M. Deans: Combien de personnes âgées ont de nouveaux emplois?

M. Mulroney: Si on veut être juste—et je sais que c'est là l'intention de mon honorable collègue . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: Pourquoi ne vous asseyez-vous pas? Vous devriez avoir honte; vous êtes un imposteur.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Rodriguez: Vous n'avez pas tenu votre promesse.

M. Nunziata: Que faites-vous de l'intégrité, de l'honnêteté et de la bonne foi?

M. le Président: Tous ces hurlements de part et d'autre ne nous font guère honneur.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE RÉFLÉCHIR À
NOUVEAU À LA DISPOSITION BUDGÉTAIRE

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au très honorable premier ministre. La semaine dernière, lorsque nous sommes allés dans la région de l'Atlantique, nous nous sommes entretenus avec des personnes âgées qui nous ont parlé de la gravité de la situation dans laquelle elles se trouvent. En effet, bon nombre de personnes qui touchent la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti vont perdre plus de \$300 à \$400 par an. Le Conseil des premiers ministres des Maritimes, qui s'est réuni hier, a reconnu également que le budget est injuste envers les personnes du troisième âge.

Le premier ministre va-t-il réfléchir à nouveau à cette disposition budgétaire irréflectée et rétablir la pleine indexation des pensions de sécurité de la vieillesse? Acceptera-t-il d'en discuter avec des personnes du troisième âge dans une tribune publique et d'examiner sérieusement la question? C'est un problème très grave que le premier ministre devrait prendre au sérieux, à mon avis.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est exactement ce que j'ai cherché à faire. Je reconnais que le problème est sérieux. J'ai dit à mon collègue en une autre occasion qu'aucun député de la Chambre, je le suppose, quelle que soit son affiliation politique, n'est heureux de devoir sabrer dans les programmes destinés aux divers groupes de Canadiens. Idéalement, nous souhaiterions élargir ces programmes pour tout le monde. En réalité, nous avons estimé que la valeur de ces programmes était sérieusement remise en question par des dettes monumentales, lesquelles, compte tenu des intérêts à payer, empêchent le gouvernement du Canada de maintenir et d'améliorer ces programmes.

Cela dit, je suis parfaitement conscient des éventuelles répercussions de cette disposition et c'est pourquoi elle a été précisément insérée dans le budget. Elles ne se sont pas encore fait sentir sur les personnes du troisième âge jusqu'ici et ce ne sera pas le cas avant 1986. Dans l'intervalle, nous continuons à suivre la situation de très près pour évaluer précisément les préoccupations que mon collègue mentionne et d'autres, et à faire tout notre possible pour le groupe du troisième âge.